



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction Générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'AFRIQUE DE L'EST ET DE L'OCEAN INDIEN

UNE PUBLICATION DES SERVICES ÉCONOMIQUES DE L'AEOI

Semaine du 9 Janvier 2023

🍷 Burundi

Pas de brève cette semaine

🍷 Comores

Lancement d'une politique d'encadrement des prix pour lutter contre l'inflation

Des patrouilles issues de la Direction régionale du commerce intérieur ont été mis en place en début de semaine du 27 décembre afin de contrôler les prix appliqués par les commerces locaux. Cette mesure concrétise l'arrêté du 15 décembre portant sur l'encadrement de certains produits importés. L'objectif est de limiter la hausse des prix de 22 articles de première nécessité. Les autorités comoriennes, notamment le ministère de l'économie, comptent endiguer le phénomène d'inflation croissant sur l'archipel, que le FMI évaluait à 11,4 % pour l'année 2022 (contre une déflation de 0,2 % l'année précédente).

🍷 Erythrée

Reprise de la mine de potasse *Colluli* par une entreprise chinoise

Alors que le groupe australien *Danakali Limited* était l'investisseur initial de la *Colluli Mining Share Company (CMSC)*, l'entreprise chinoise *Sichuan Road & Bridge* a désormais acquis 100 % de ses parts dans la mine de potasse pour 135 MUSD, soit 50 % de l'ensemble du capital, l'autre moitié étant détenue par le gouvernement érythréen. Localisé sur la frontière éthio-érythréenne, le projet d'un coût total de 250 MUSD avait majoritairement été financé par l'*African Financing Corporation* (150 MUSD) et l'*AfreximBank* (42 MUSD). Après la guerre (1998-2018) et le Covid (2020-2021), les sanctions américaines fin 2021 dues à l'implication de l'Érythrée dans le conflit au nord de l'Éthiopie ont compliqué les opportunités de financement, les investisseurs potentiels occidentaux étant réticents à s'engager en raison des sanctions américaines (bien qu'officiellement celles-ci exemptent le secteur minier). Le total de l'investissement prévu sur le projet est

de 350 MUSD pour la phase 1. Le projet bénéficie du doublement du prix de la potasse depuis la guerre en Ukraine.

Djibouti

Le secteur des hydrocarbures au cœur des enjeux de développement à Djibouti

Dans un entretien accordé au journal *La Nation*, le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles djiboutien, Yonis Ali Guedi, a exposé les perspectives de développement du secteur des hydrocarbures. Le pays réaffirme sa volonté de se positionner en hub régional de la redistribution d'hydrocarbures et dérivés, impliquant, d'ici à fin 2023, le démarrage du projet de connexion du rail éthio-djiboutien au Terminal Horizon ainsi que l'extension des capacités de stockage de ce dernier (actuellement de 400 000 m³) pour mieux répondre à la demande nationale et régionale, notamment éthiopienne. Par ailleurs, Djibouti a également pour ambition de devenir un hub énergétique à rayonnement international. Ceci se concrétiserait par le développement au sein du futur parc industriel de Damerjog (i) d'une raffinerie (capacité de 50 000 barils/jour), (ii) d'un oléoduc au départ du Soudan du Sud, (iii) d'un gazoduc pour le transport du gaz naturel éthiopien ainsi que (iv) d'un dépôt gazier. En septembre 2022, Djibouti a signé un accord cadre de coopération pétrolière et gazière avec le ministère du Pétrole du Soudan du Sud afin d'offrir un nouveau débouché au pétrole soudanais et ainsi alléger la dépendance de ce dernier au port kenyan de Mombasa.

Accord de partenariat technologique dans le secteur spatial entre Djibouti et la Chine

Un Mémoire d'entente (MoU) a été signé entre Djibouti et la Hong Kong *Aerospace Technology Group* le 9 janvier 2023 pour la conception et l'exploitation de plateformes de lancement de satellites et de fusées dans la région djiboutienne d'Obock. Le projet, dont l'investissement représenterait 1 Md USD sur 5 ans, comprendrait également la construction d'un port et d'une autoroute à Obock pour acheminer les matériaux nécessaires au développement des sites aérospatiaux. L'accord convenu prévoit la concession définitive des infrastructures aérospatiales construites à la partie djiboutienne, au terme d'une co-gestion de 30 ans. Le programme spatial djiboutien a été lancé en janvier 2020 avec pour projet principal le développement de nanosatellites "*made by Djibouti*" visant des applications concrètes économiques et environnementales.

Ethiopie

Publication d'un rapport de la Banque mondiale sur les parcs industriels en Éthiopie

Selon le rapport « *On the Path to Industrialization : A Review of Industrial Parks in Ethiopia* » publié en novembre 2022 par la Banque Mondiale, les parcs industriels (PI) éthiopiens fonctionneraient bien en deçà de leur capacité. Malgré une politique active de développements des PI par le gouvernement éthiopien (GTP I et II), les parcs industriels peinent à contribuer de manière significative au PIB (0,2% du PIB).

Ces résultats s'expliqueraient par la pandémie de Covid-19 et la guerre au Tigré ainsi que la perte des privilèges commerciaux liés à l'AGOA (les états unis représentaient 70% des exportations de vêtements de l'Éthiopie) ayant freiné les exportations du pays. Avec ses 13 parcs industriels, le gouvernement éthiopien vise à devenir le plus grand centre manufacturier en Afrique d'ici 2025. Pour cela, le gouvernement éthiopien développe des zones prioritaires et met en place des incitations fiscales (exonération d'impôt sur le revenu, exonération de droits, report de pertes). Si la main-d'œuvre peu chère et le faible coût de l'électricité font de l'Éthiopie une destination compétitive, l'instabilité politique dans le Nord couplée à la difficulté structurelle d'accès aux devises ont maintenu un climat peu favorable aux investisseurs.

Baisse des exportations éthiopiennes sur les cinq premiers mois de l'exercice 2022/23

Selon le ministère du Commerce et de l'Intégration régionale (MoTRI), les recettes d'exportations de l'Éthiopie seraient en légère baisse. En effet, le pays aurait enregistré 1,5 Md USD de recettes sur les cinq premiers mois de l'année fiscale 2022/23 contre 1,6 Md USD au cours de la même période l'année dernière, soit une baisse de 6,25%. Alors que les produits agricoles représentent la majorité des exportations du pays, ces derniers ont enregistré une performance de 371 MUSD par rapport à l'objectif fixé par le MoTRI. Selon le ministère, ces résultats s'expliqueraient par le conflit ukrainien, qui aurait provoqué une crise sur le marché mondial, le recours croissant au marché noir

par rapport aux marchés officiels ainsi que la thésaurisation de certains producteurs.

Kenya

L'ancien président Kenyatta a consacré 11,3 Mds USD aux routes durant ses deux mandats

L'administration du précédent président Uhuru Kenyatta a dépensé 1,4 Mds KES (11,3 Mds USD) pour la construction de routes au cours de ses 10 années. Parmi les principaux projets – financés essentiellement par des prêts et plus rarement via des partenariats publics privés (*Expressway*) - : le doublement du Nairobi *Eastern Bypass* (314,2 MEUR), la construction du Nairobi *Western Bypass* (180,9 MUSD), l'*Outer Ring Road* (156,7 MUSD) ; ou le doublement de l'axe Mombasa-Mariakani (315,0 MUSD). Beaucoup de ces projets ont été financés par des prêts, au degré de concessionnalité divers, par la Chine notamment (*Exim Bank* chinoise) à l'instar du Nairobi *Western Bypass*, ou du doublement de l'*Eastern Bypass*. Les bailleurs internationaux ont également contribué au financement de ces projets. La Banque Africaine de Développement a par exemple financé l'*Outer Ring Road*, et contribué à l'aménagement de la route Mombasa-Mariakani au côté de KfW et de la BEI. En juin 2022, près de 781 Mds KES, soit 6,3 Mds USD, restaient à déboursier. Ce montant de 11,3 Mds USD consacré aux routes, est près de six fois plus élevé que celui de son prédécesseur Mwai Kibaki (2002-2013), qui, au cours de ses deux mandats, avait dépensé 247,7 Mds KES (2,0 Mds USD) pour le développement routier. Il avait notamment consacré 26,7 Mds KES à l'autoroute Thika et 24,2 Mds KES au *Southern Bypass*.

La dette extérieure du Kenya atteint 34 Mds USD en mars 2022

L'encours total de la dette extérieure du Kenya a atteint 34 Mds USD (4210 Mds Kes) en mars 2022, selon les dernières données de KNBS. La dette extérieure représentait, fin 2021, 34,5% du PIB (35,6% en 2020). Les créanciers multilatéraux comptent pour 42,7% de cette dette, les créanciers bilatéraux pour 30,7% (dont la Chine représente 62,4%). En 2021, le Kenya était le pays de l'AEOI ayant le plus important service de la dette externe publique, qui s'élèverait, en cumulé sur la période 2021-2022, à 3,5 Mds USD. Dû pour 82,9% à la Chine, notamment pour le remboursement du prêt *Standard Gauge Railway*, il devrait croître jusqu'à 5,3% du PIB en FY24/25, représentant alors 56,7% des dépenses courantes dans le budget kenyan. Les banques commerciales représentent la deuxième source majeure de crédit, comptant pour 28,7% de l'encours total de la dette extérieure. Dans un contexte de faible accès aux marchés internationaux et de manque de confiance des investisseurs concernant la situation budgétaire du Kenya, la question du refinancement de l'eurobond (qui représente 67,6% de la dette commerciale) soulève des inquiétudes.

L'Expressway coûterait 201 MUSD au gouvernement Kenyan

L'autoroute de 27 km, qui relie le quartier de Westlands à l'aéroport international Jomo Kenyatta (JKIA) à Nairobi, a été construite par l'entreprise chinoise China Road and Bridge Corporation (CBRC) sur un modèle de partenariat public-privé (PPP) pour un coût total estimé de 88 Mds KES (environ

711 MUSD). La CRBC, qui se rémunère directement sur les revenus des péages et supporte le risque de trafic, devrait réaliser un bénéfice estimé à 870 MUSD pendant les 27 années durant lesquelles elle sera propriétaire de l'autoroute. Alors que ce PPP en concession devait représenter un coût minime pour le gouvernement, un rapport du Trésor montre qu'à la fin juin 2022 le gouvernement a débloqué 48 MUSD (5,93 Mds KES) pour des dépenses liées au projet. Le coût total de revient pour le gouvernement atteindrait 201 MUSD (24,8 Mds KES) selon le Trésor kényan, dont 122 MUSD (15,1 Mds KES) pour l'acquisition foncière, les expropriations et le transfert de services publics (réseaux d'eau et d'électricité) et 79 MUSD pour la réhabilitation des sections de l'ancienne route de Mombasa qui ont été endommagées par le nouveau projet. En outre, il est prévu que l'Etat kényan fournisse une garantie contre les risques politiques et une garantie de non développement de projets concurrents qui s'ajouteront, le cas échéant, aux 201 MUSD financés sur le budget national.

Madagascar

La Banque approuve le financement du projet de filets de sécurité et résilience pour 250 MUSD

La Banque mondiale a approuvé le 21 décembre le financement du projet de filets de sécurité et résilience à travers un prêt de 250 MUSD au bénéfice de Madagascar. Il vise notamment à accroître l'accès des ménages extrêmement pauvres aux filets de sécurité dans 23 régions du pays, développer le système de protection sociale et

promouvoir la résilience face aux chocs extérieurs. Il s'articule autour de trois composantes : (i) filets de sécurité et résilience (213,9 MUSD); (ii) renforcement de l'administration du programme de protection sociale (29,1 MUSD) ; (iii) renforcement des capacités institutionnelles de coordination du système de protection sociale (7 MUSD). Il bénéficiera au total à 3 millions de personnes et sera mis en œuvre par le Fonds d'intervention pour le développement (FID).

🇲🇵 Maurice

Le taux de croissance du PIB revu à la hausse à 7,8% en 2022

Statistics Mauritius a révisé à la hausse la croissance du PIB mauricien pour 2022 à 7,8 %, contre 7,1 % initialement prévus dans son dernier rapport sur les comptes nationaux publié en décembre 2022. Le FMI prévoit un scénario plus modeste à 6,1 %. Les principaux contributeurs sont notamment le secteur de l'hôtellerie et restauration à hauteur de 5 points de PIB, le secteur manufacturier (0,8 pt) et les activités financières et assurance (0,5 pt). La reprise de la croissance suite à la crise sanitaire pourrait se poursuivre mais à un rythme moins soutenu en 2023 (+ 5 %), tirée par une hausse de 4 % des performances du secteur agricole, du secteur manufacturier (+ 1,5 %), et du secteur de la construction (+ 1,1 %).

🇺🇬 Ouganda

Les premiers travaux de réhabilitation de la ligne de train

Kampala-Malaba devraient s'achever en février

Les travaux de réhabilitation d'urgence de la ligne du *Meter Gauge Railway (MGR)* reliant Kampala à Malaba (proche de la frontière avec le Kenya) commencés en février 2022 devraient s'achever le mois prochain. Le projet, financé par le gouvernement ougandais, d'un montant de 1,4 MUSD, a été réalisé par l'entreprise chinoise China Road and Bridge Corporation (CRBC). Ce premier projet s'inscrit dans le cadre d'une réhabilitation extensive de cette même ligne ferroviaire, qui devrait être financée pour un montant total de 301 MUSD par la Banque Africaine de Développement (219,7 MUSD), le *Corporate Internationalization Fund of Spain* (23,3 MUSD) le gouvernement ougandais (58,2 MUSD). La première phase comprendra la conception technique du hub multimodal de Kampala et la rénovation des tronçons Kampala-Namanve et Tororo-Malaba tandis que la seconde couvrira l'étude environnementale, l'achat d'équipements et la réhabilitation des tronçons Namanve-Tororo, Port Bell, Jinja Pier et Kampala-Kyengera totalisant 245 km. Le chemin de fer, qui fait partie du corridor nord de la Communauté de l'Afrique de l'Est reliant Kampala au port de Mombasa au Kenya, devrait, à terme, réduire les coûts de transport et faciliter l'importation et l'exportation de biens depuis et vers l'Ouganda notamment.

L'Ouganda est officiellement déclaré exempt de l'épidémie d'Ebola qui a causé 55 morts en quatre mois

Le ministère ougandais de la Santé et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ont, le 11 janvier, annoncé la fin de l'épidémie d'Ebola en Ouganda, après une

rupture complète de toutes les chaînes de transmission. Selon l'OMS et le ministère ougandais de la Santé, 42 jours s'étaient écoulés depuis que le dernier malade diagnostiqué d'Ebola avait quitté l'hôpital. Ce qui a permis au pays de dépasser le double de la période d'incubation maximale du virus. Pour mémoire, l'épidémie d'Ebola, de souche soudanaise, rare et hautement contagieuse et pour laquelle il n'existe aucun vaccin ou traitement antiviral éprouvé, a été déclarée le 20 septembre 2022 par le ministère ougandais de la Santé, après un premier cas confirmé dans le district de Mubende. L'infection s'est ensuite rapidement étendue à plusieurs autres districts (Kyegegwa, Kassanda, Kagadi, Bunyanga, Kampala et Wakiso), touchant jusqu'à 160 personnes dont 55 seraient décédées selon le Ministère. Le pays entre maintenant dans une période de surveillance de 90 jours pour s'assurer qu'il n'y a plus de traces de l'infection.

🇷🇼 Rwanda

Pas de brève cette semaine

🇸🇨 Seychelles

La BAD, la Banque mondiale et le FMI financent le programme d'appui à la gouvernance et aux réformes économiques pour 65 MUSD

Début décembre, la BAD a approuvé un prêt de 25 MUSD pour les Seychelles au titre de la deuxième phase du Programme d'appui à la gouvernance et aux réformes économiques (GERSP-II, 2022-2024). Elle a vocation à intensifier les réformes de gouvernance

économique de manière à favoriser la reprise post COVID-19. D'un coût total de 64,8 MUSD, le projet est cofinancé par des prêts de la Banque Mondiale (21 MUSD) et du FMI (18,8 MUSD). Il vise notamment (i) une meilleure performance fiscale, (ii) une meilleure gouvernance du secteur public notamment les sociétés d'Etat, (iii) le renforcement des politiques de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme, (iv) un environnement des affaires optimal et (v) le renforcement de la gestion des déchets et des énergies renouvelables. La première phase du projet avait bénéficié d'un montant total de 128,8 MUSD de la part des trois bailleurs en 2021.

🇸🇴 Somalie

Découverte de pétrole brut au Somaliland

La Somalie a rejeté mercredi une "revendication illégale" de Genel Energy, société cotée à la bourse de Londres, sur les droits d'exploration et d'exploitation pétrolière dans la région sécessionniste du nord du pays, le Somaliland. Selon le ministère somalilandais du Pétrole et des Ressources minérales, du pétrole brut aurait été identifié pour la première fois dans le cadre du forage d'un puits à Sallahey, à l'ouest du territoire. Aucune information sur l'ampleur des réserves ni sur les potentielles options de développement envisageables n'ont été divulguées. Compte tenu de la non-reconnaissance par l'Etat somalien de l'Etat sécessionniste du Somaliland, le ministère somalien du Pétrole a déclaré illégales les opérations pétrolières de Genel Energy au Somaliland, affirmant être la seule institution légalement autorisée à accorder

des permis en Somalie. En février 2020, un nouveau code pétrolier (*Petroleum Law*) a été adopté et ratifié, destiné à fournir un cadre réglementaire stable et encourager les compagnies internationales à développer leurs activités en Somalie. En octobre 2022, un accord d'exploration pour 7 blocs offshore a été signé avec la société américaine *Coastline Exploration*.

🍷 Soudan

Série de grèves à répétition dans le secteur public

Le Soudan est secoué depuis maintenant par une série de grèves successives des différents corps de la fonction publique demandant des augmentations salariales. La plus médiatique et la plus longue –elle dure depuis plusieurs mois– est celle des enseignants qui vient d'obliger le Ministère de l'Éducation de l'État de Khartoum à suspendre les cours à tous niveaux pour une période de deux semaines et à procéder à une réorganisation du calendrier scolaire pour l'année 2022-2023. Avant le corps professoral, ce sont les salariés du secteur électrique qui s'étaient mis en grève et plus récemment la direction des impôts.

Peu de détails sur le budget 2023

Le ministère des finances a annoncé la remise, pour approbation au conseil des ministres, du budget 2023. A ce jour aucune annonce sur les détails du budget n'a été communiquée. Le ministre des finances a seulement précisé que les dépenses s'élevaient à 5 000 Mds SDG (soit 8,7 Md USD) contre 3 326 Mds SDG (soit 6,7 Md USD) pour 2022. Quant au déficit

budgétaire estimé il serait de 15 %, contre une estimation de 10 % en 2022.

🍷 Soudan du Sud

Le gouvernement de l'État du Haut-Nil envisage de subventionner le carburant et les pesticides pour les agriculteurs

Le ministre des Finances de l'État du Haut-Nil, Pal Deng, a déclaré que le gouvernement allait soutenir les agriculteurs en leur fournissant des subventions pour le carburant et les pesticides pendant la prochaine saison des pluies. Cette annonce intervient après que les agriculteurs du comté de Renk se sont plaints des parasites des cultures et de l'absence d'intrants agricoles essentiels. Le Ministre a notamment souligné que le pays et l'État dépendent de l'agriculture dans ce comté, justifiant ainsi l'initiative du gouvernement, qui devrait selon lui, permettre d'augmenter la production agricole - après une série de récoltes frustrantes au cours des dernières saisons. Pour sa part, le président de l'Union des agriculteurs de Renk, M. Kur Dau, a appelé les investisseurs nationaux et étrangers à contribuer à l'agriculture en utilisant deux millions et demi d'acres de terres destinées à la culture, soulignant que l'agriculture est la seule solution pour sortir le pays de la pauvreté. Lors d'une visite dans ses fermes à *Luri Payam* l'année dernière, le président Salva Kiir a appelé les agriculteurs à s'engager dans des activités agricoles pour améliorer leurs moyens de subsistance.

🍷 Tanzanie

Le secteur du tourisme se redresse et atteint des chiffres records depuis la pandémie

Le tourisme, premier secteur générateur de devises, est en voie de reprise complète après l'impact du Covid-19. Entre janvier et novembre de l'année 2022, le nombre de visiteurs a atteint 1,2 million, soit seulement 300 000 de moins que le record de 1,5 million en 2019. Alors que le nombre de visiteurs était tombé à 620 000 en 2020 après le déclenchement de la pandémie, seuls 800 000 visiteurs environ avaient été enregistrés en 2021. Avant le covid19, le secteur du tourisme représentait 17,5 % du PIB du pays et générait 25 % des devises. La ministre des Ressources naturelles et du Tourisme, Mme Pindi Chana, l'assouplissement des restrictions de voyage dans le monde et le déploiement des vaccins Covid-19 ne sont pas les seuls facteurs à l'origine de la reprise rapide. Le plan de relance de 38,5 MUSD du gouvernement pour le secteur a été un coup de pouce majeur. Cependant, elle a indiqué que beaucoup reste à faire en termes d'investissements, pour amener le secteur du tourisme aux niveaux souhaités.

La Banque centrale de Tanzanie (BoT) a un nouveau gouverneur, M. Emmanuel Mpawe Tutuba

Le 7 janvier 2023, la Présidente Samia Suluhu Hassan a nommé M. Emmanuel Tutuba gouverneur de la Banque centrale de Tanzanie (BoT). L'homme remplace à ce poste Florens Luoga, arrivé au terme de son mandat de cinq ans. Economiste de formation, avant cette fonction, le nouveau gouverneur de la Banque a été successivement commissaire adjoint au budget au ministère des Finances, avant d'être nommé, en janvier 2020, responsable

des services administratifs régionaux (RAS) à Mwanza. En avril 2021, Emmanuel Tutuba faisait son retour au ministère des Finances et de la Planification comme Secrétaire permanent avec l'arrivée au pouvoir de la présidente Samia Suluhu. Depuis sa création en 1966, la BoT a été dirigée par sept gouverneurs et Tutuba sera le huitième.

TPA a engagé une société indienne pour fournir des services au port de Dar es Salaam

La *Tanzania Ports Authority (TPA)* a attribué des opérations au conglomérat indien *Adani Ports and Special Economic Zone Limited (APSEZ)* pour exploiter les quais huit à 11 du port de Dar es Salaam qui étaient auparavant desservis par *Tanzania International Container Terminal Services (TICTS)*. Adani Ports et APSEZ exploiteront désormais ces quais du Port de Dar es Salaam pour le compte de TPA, qui a repris ses services le 1^{er} janvier 2023 après la fin du contrat avec TICTS. TICTS avait un bail de cinq ans qui a expiré le 30 septembre 2022, mais il a été prolongé de trois mois supplémentaires pour donner aux deux parties plus de temps pour discuter de la possibilité de renouveler le contrat. Le directeur général de TPA, M. Plasduce Mbossa, a déclaré qu'ils avaient engagé Adani Ports et APSEZ pour fournir des services: « C'est juste un fournisseur que nous payons à la fin du mois ». Selon la Banque de Tanzanie (BoT), le port de Dar es Salaam représentait 90,4 % de la manutention du fret du pays. Le port a traité 17,85 M de tonnes, soit une augmentation de 10,3 % par rapport aux 16,19 M de tonnes traitées par le port au cours de l'exercice 2020/2021.

CONTACTS

Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda

Page pays : [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#) / [Rwanda](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN

jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr

En collaboration avec l'ambassade de France à

Kigali : Quentin DUSSART

quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Seychelles](#) / [Maurice](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Frédéric CHOBLET

frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)

Contact : Julien DEFRANCE

julien.defrance@dgtresor.gouv.fr

Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)

Contact : Suzanne KOUKOUÏ PRADA

suzanne.koukouiprada@dgtresor.gouv.fr

Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Annie BIRO

annie.biro@dgtresor.gouv.fr

Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Rafael SANTOS

rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international